Joost Welten, *In Dienst voor Napoleons Europese droom. De verstoring van de plattelandssamenleving in Weert*

Annie Jourdan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10995>

DOI : 10.4000/ahrf.10995

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 259-262

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Jourdan, « Joost Welten, *In Dienst voor Napoleons Europese droom. De verstoring van de plattelandssamenleving in Weert* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 354 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10995> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10995>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Joost Welten, *In Dienst voor Napoleons Europese droom. De versterking van de plattelandssamenleving in Weert*

Annie Jourdan

RÉFÉRENCE

Joost Welten, *In Dienst voor Napoleons Europese droom. De versterking van de plattelandssamenleving in Weert*, Leuven, Davidsfonds, 2007, 751 p., ISBN 9789058264992, 39,50 €

- 1 Dans une thèse richement illustrée de l'Université d'Utrecht, qui ne compte pas moins de 751 pages auxquelles s'ajoutent 334 pages d'annexes, de notes et de références, Joost Welten défie en un sens les historiens du Premier Empire qui doutent qu'on puisse retrouver la voix des humbles et reconstituer leur existence (les annexes, notes et références sont accessibles sur le site de l'éditeur : www.davidsfondsuitgeverij.be). Les humbles ici, ce sont plus précisément les conscrits du canton de Weert, situé dans le département néerlandophone de la Meuse-Inférieure – annexé en même temps que les Pays-Bas autrichiens dont il faisait alors partie. Se fondant sur une vaste collection de sources qui recouvrent la période 1798-1814 (archives municipales, départementales, (inter)nationales ; archives de police et archives militaires), l'auteur se flatte de mettre en pratique les idées émises en 2006 par Jean-Pierre Jessenne et Hervé Leuwers sur l'urgence à opérer des recherches au niveau des localités et des cantons et, comme Natalie Petiteau à laquelle il se réfère fréquemment, il focalise sur un endroit précis, quoique plus étendu que celui sélectionné dans *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIXe siècle* (Paris, 2003). Le canton de Weert compte en effet dix mille habitants. Qui plus est, la période étudiée est elle aussi plus longue. Enfin, Welten ne s'intéresse pas seulement aux vétérans, mais à leur carrière antérieure, en tant que conscrits, déserteurs ou réfractaires. Il fait mieux, puisqu'il aborde le destin de ceux qui y sont associés sous une forme ou une autre : les gendarmes, les douaniers, les

maires et les préfets. En vérité, ce qu'il nous offre ici, c'est ni plus ni moins qu'un tableau détaillé d'une vie provinciale, avec ses bonheurs et ses drames. L'ouvrage en effet, est à la fois une recherche scientifique sérieuse et un récit relatant les aventures savoureuses ou frustrantes des habitants d'une bourgade complètement bouleversée par la Révolution et l'Empire. Welten a délibérément adopté cette forme, en réaction contre les travaux universitaires classiques.

- 2 L'introduction annonce la couleur, quand elle présente le cas du jeune Wilhelmus Opgenaffen qui refuse la conscription et, qui, pour y échapper, se réfugie dans la République batave de 1808 à 1811, au moment où le système est si bien rodé qu'il est quasiment impossible de s'y soustraire, d'autant que depuis 1810, la République batave a été avalée par Napoléon et réduite au statut de département français. Ce que prouve plus particulièrement cette recherche, c'est que la conscription, rejetée à l'unanimité en 1798, parvient à s'imposer aux habitants du nouveau canton français à partir de 1806, tandis qu'elle atteint un maximum d'efficacité en 1811. Non sans mal, du reste, mais n'empêche. À la veille de la campagne de Russie, sur 666 conscrits, on ne compte plus que 3 réfractaires dans le canton. C'est que le Premier Empire a mis en place des institutions, telles que les colonnes mobiles qui rançonnent les parents de l'insoumis, voire le village ou la bourgade. Le jeune réfractaire surnommé est dénoncé dans ce cadre : pour épargner à Weert des maux insupportables, son frère révèle son domicile aux gendarmes. Mais les préfets et les maires eux-mêmes, quand ils sont énergiques et patients, inculquent aux communautés le sens du devoir qui advient à tout citoyen français, ancien ou nouveau. Intermédiaires dévoués, ils font de leur mieux pour protéger leurs administrés sans s'attirer les foudres du gouvernement central. Le préfet Roggieri du département de la Meuse inférieure est ainsi remarquablement efficace, tout en étant impartial. Il sait reconnaître qui a tort ou raison et n'outrepasse pas ses propres droits. Le maire de Weert lui-même, arrive à se faire accepter de ses administrés. Lui aussi tente de les protéger et, si nécessaire, les incite à livrer les réfractaires. En avril 1811, en effet, est annoncée l'arrivée d'une nouvelle colonne mobile qui vient rechercher les insoumis et menace de malmenager les habitants. Grâce à l'intervention du maire, en quelques jours, 254 d'entre eux se présentent aux autorités.
- 3 Welten souligne encore combien il reste à faire pour mieux comprendre l'institution de la gendarmerie – « le visage armé de l'État au niveau local » et il suit la carrière de plusieurs de ces hommes cantonnés à Weert. Leur installation apparaît très laborieuse non seulement du point de vue matériel, mais aussi humain. Il leur faudra des années pour être pleinement acceptés. Encore ne le sont-ils que par les élites du cru – officiers municipaux, douaniers, militaires ou coqs de village. Les hommes ordinaires eux les craignent, car les gendarmes interviennent dans les conflits locaux les armes à la main – et pas toujours avec délicatesse – tandis qu'ils recherchent et arrêtent déserteurs et insoumis. Il en est cependant qui, de retour de l'armée, ambitionnent cette fonction, tel Martin Janssen qui, de surcroît, épouse une Française, tandis qu'il est fréquent de voir des Français prendre pour épouse une dame du cru. L'acculturation passe donc aussi par le mariage.
- 4 Une enquête, comme il y en avait tant sous l'Empire, révèle que sur 82 gendarmes actifs dans le département, 62 sont évalués positivement et feraient bien leur travail. Les autres sont soit alcooliques, soit paresseux, soit rebelles. Trois enfin seraient endettés. À la chute de l'Empire, ces gendarmes auront du mal à choisir entre leur patrie d'origine et leur patrie adoptive. Certains se résoudront à rentrer en France, avec ou

sans leur épouse « étrangère ». Mais il y a également des gendarmes belges qui demeureront expatriés – en France –, tandis que d'autres entreront dans la maréchaussée du roi Guillaume I^{er}, nouveau souverain des Pays-Bas réunis, lequel conserve donc une institution qui a fait ses preuves, tout en la rebaptisant. Le cas de Peter Smolenaers illustre plutôt bien la mobilité inédite qui, depuis la Révolution, sanctionne les carrières des gens ordinaires, mais aussi l'acculturation et la promotion qui vont de pair. Soldat d'origine, il est tout d'abord réfractaire ; ensuite conscrit par contrainte. De retour de guerre, il cherche, mais en vain, à entrer dans les douanes. En 1812, grâce à sa belle prestance, il a le privilège de faire partie de la garde impériale et en 1815, il devient garde champêtre dans le royaume des Pays-Bas. Welten suit ainsi la destinée de plusieurs de ces hommes. Pour nombre d'entre eux, le Premier Empire propose une chance de promotion sociale. Certes, parmi les conscrits qui ont combattu dans la Grande Armée, la moitié ne revient pas au village. Sont-ils morts ou prisonniers ? Le fait est qu'ils seront encore absents en 1814-1815. Les autres en revanche voient leurs horizons s'élargir. D'Allemagne où ils combattent, ils partent ensuite pour l'Espagne ou le Portugal où ils vivent des mésaventures pas forcément agréables, tout en acquérant sans toujours le savoir un esprit cosmopolite. Les victoires napoléoniennes leur insufflent par ailleurs un sentiment de supériorité et ils sont aussi fiers de leurs flamboyants uniformes que de leurs actes de bravoure. C'est ce qui ressort des correspondances privées des soldats de l'Empire, où sont notées par ailleurs les expériences vécues – que ce soit des traumatismes ou des joies – celles notamment des aventures amoureuses ou érotiques, plus difficiles néanmoins à repérer. Mais le fait est que les militaires français sont plutôt appréciés par les femmes de l'Europe tout entière.

- 5 Welten rappelle encore que, contrairement à une idée reçue, les hommes mariés et les étudiants n'étaient pas automatiquement exemptés. Chaque catégorie devait prouver qu'elle entrait dans le cadre des exceptions. Ainsi, un homme marié après l'entrée en vigueur de la loi sur la conscription n'était pas exempté – s'il faisait partie de la classe d'âge passible de conscription. De même, les étudiants en théologie risquaient à tout moment d'être appelés, s'ils ne faisaient pas leurs études dans un établissement reconnu. Un autre point que Welten tient à examiner de plus près est celui de l'amnistie – il y en a eu en 1800 et 1810. Ici aussi, la loi n'était pas univoque. Il y avait des amnisties totales et des amnisties partielles. Qui plus est, l'amnistie voulait dire suppression de la punition et non point de la conscription. L'insoumis amnistié devait rejoindre illico son corps d'armée, là où celui qui n'était pas amnistié risquait d'encourir une sanction et d'être emprisonné ou envoyé aux colonies ou dans la marine. Or, les habitants du département étaient terrifiés à l'idée de se retrouver en mer.
- 6 Ce dont témoigne tout particulièrement cette vaste étude, c'est que, si l'armée napoléonienne n'était pas aussi méritocratique qu'on l'a dit, puisque ne devenait pas général n'importe quel soldat courageux ou intelligent, les chances de carrière n'étaient pas non plus si limitées. Les vétérans de retour trouvent bien souvent dans le canton de Weert ou aux alentours des postes qui les intègrent dans une catégorie sociale plus élevée que celle dont ils étaient originaires : juge de paix, officier municipal, garde champêtre, douanier ou gendarme, officier dans l'armée ou employé des impôts. À la suite de la Révolution, le Premier Empire a permis à bien des hommes de développer leurs talents et de cultiver leurs mérites. Du coup, ressort aussi le dynamisme local. Le village ou le bourg ne sont pas inertes. Loin de là. Le micro-niveau

adopté par Welten lui permet de faire revivre ces localités et de démontrer le bon fonctionnement d'une région pourtant nouvellement annexée. Il est vrai que le Concordat a mis fin au conflit religieux qui envenimait la situation dans ces régions catholiques et qui, avec la conscription, était en grande partie cause de la fameuse révolte paysanne de 1798. Si critiques il y a à formuler sur cette thèse originale et remarquablement informée, ce serait justement sur ce qui touche à l'absence du point de vue des prêtres et le silence sur leurs relations avec les autorités civiles. Mais c'est peut-être trop demander, d'autant qu'est bien noté le rôle pédagogique qu'ils jouent dans certains villages auprès des jeunes appelés. L'auteur n'oublie pas non plus de souligner la particularité de ces campagnes du Limbourg, ouvertes sur l'extérieur, prospères et modernes – contrairement à l'Aquitaine étudiée par Bergès, mentionnée dans ce contexte. Ce qui pourrait expliquer l'absence de résistances, d'autant, on l'a dit, que le maire et le préfet étaient d'excellents administrateurs. C'est également perceptible lors du recrutement des gardes d'honneur de 1813, quand Roggieri communique au ministre de l'Intérieur l'impossibilité où il est de répondre à ses vœux. C'est que le département compte peu de notables et aucune noblesse. Le préfet n'est donc pas en mesure de fournir les 64 gardes revendiqués, et s'il y parvient ultérieurement, c'est parce qu'il s'est décidé à admettre la bourgeoisie nouvelle et les coqs de village. Entre-temps s'était élaborée une véritable enquête sur les revenus des habitants de la région. Ainsi se décèle à quel point la conscription sous toutes ses formes accrut et modernisa l'administration. Les citoyens libres et égaux nés sous la Révolution étaient devenus des administrés. Et administrés ou contrôlés, ils l'étaient plutôt bien, pour le meilleur et pour le pire.

- 7 Au terme de ces centaines de pages, l'auteur peut conclure qu'il y a eu une véritable fraternisation entre Français et « Belges », et ce, en dépit de la langue. Officiers, gendarmes et douaniers se côtoient et se fréquentent, voire se marient entre eux. Un réseau d'amis se constitue que dévoilent les signatures lors des mariages ou des cérémonies où il est besoin de témoins. La chute de l'Empire met fin à ces relations. Les Français sont contraints de retourner en France, mais les institutions qu'ils ont mises en place se maintiennent pour une grande part, y compris la conscription, sous une nouvelle dénomination : milice nationale. En 1815, quand s'amorce la campagne de Waterloo, les anciens conscrits impériaux sont de nouveau appelés pour – ironie du sort ! - combattre celui qui leur avait enseigné le métier et à qui ils devaient leur grade ou leur promotion.
- 8 C'est dire que cette thèse n'est pas une histoire militaire dans le sens strict du terme ; elle tient compte de la dimension culturelle, économique et sociale d'un épisode crucial dans les annales de l'Europe. Enfin, si la structure du livre déroutait au premier abord, une fois comprise, elle paraît plutôt bien répondre au désir de l'auteur de raconter des vies ordinaires tout autant que d'informer sur les institutions impériales. Napoléon en aurait sans doute appréciée la double dimension fictionnelle et érudite.